

## COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 30942C du rôle  
Inscrit le 25 juillet 2012

---

### **Audience publique du 20 novembre 2012**

**Appel formé par Monsieur ... .., ...  
contre un jugement du tribunal administratif  
du 10 juillet 2012 (n° 29573 du rôle)  
ayant statué sur son recours dirigé contre une décision  
du ministre du Développement durable et des Infrastructures  
en matière de permis de conduire**

---

Vu la requête d'appel inscrite sous le numéro 30942C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 25 juillet 2012 par Maître Frédéric MIOLI, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ... .., cuisinier, demeurant actuellement à L-..., dirigée contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 10 juillet 2012 (n° 29573 du rôle), l'ayant débouté de son recours tendant à l'annulation d'une décision du ministre du Développement durable et des Infrastructures du 28 octobre 2011 portant refus de sa demande en obtention d'un permis de conduire de la catégorie A et restriction du permis de conduire des catégories A sous 1), 2), 3), B et F aux seuls trajets domicile – lieu de travail et retour ainsi que les trajets effectués dans le cadre de sa profession ;

Vu le mémoire en réponse déposé le 7 septembre 2012 au greffe de la Cour administrative par le délégué du gouvernement ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Frédéric MIOLI et Monsieur le délégué du gouvernement Guy SCHLEDER en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 25 octobre 2012.

---

Titulaire d'un permis de conduire français des catégories A1 et B depuis le 7 novembre 1989, Monsieur ... .. fit enregistrer le 19 mars 1997 son permis de conduire français au Grand-Duché de Luxembourg.

Le 8 juillet 1999, Monsieur ... obtint un permis de conduire luxembourgeois des catégories A1 et B par voie d'échange de son permis de conduire français.

Le 8 février 2006, il fut condamné par le tribunal de police à Luxembourg à une amende de 145 euros pour inobservation d'un signal lumineux rouge en date du 23 mars 2005.

Par arrêt du 13 juillet 2009 de la Cour d'appel du Grand-Duché de Luxembourg, siégeant en matière correctionnelle, Monsieur ... fut condamné à une interdiction de conduire de 18 mois, dont 9 mois avec sursis et 9 mois excepté le trajet le plus court domicile-lieu de travail et le retour, ainsi que les trajets effectués dans l'intérêt prouvé de son employeur, et à une amende de 1.250 euros pour vitesse dangereuse selon les circonstances, défaut de se comporter raisonnablement et prudemment de façon à ne pas constituer un danger pour la circulation et à ne pas causer un dommage aux propriétés publiques ou privées ainsi que du chef d'un délit de fuite commis le 28 juillet 2007.

Par arrêté du 16 septembre 2009, le ministre du Développement durable et des Infrastructures, ci-après dénommé « *le ministre* », suspendit le droit de conduire un véhicule automoteur de Monsieur ... pour une durée de 12 mois à la suite de la perte de l'ensemble des points de son permis de conduire, notamment pour inobservation de la limite de vitesse en date du 4 octobre 2003 de 130km/h par temps normal ou de 110km/h en cas de pluie ou d'autres précipitations, le dépassement étant supérieur à 25km/h, pour défaut pour un conducteur de porter la ceinture de sécurité de façon réglementaire en dates des 9 novembre 2003, 6 novembre 2004, 15 septembre 2005 et 14 juillet 2008, ainsi que pour les faits précités des 23 mars 2005 et 28 juillet 2007.

Par arrêté ministériel du 22 février 2011, le prédit arrêté du 16 septembre 2009 portant suspension du droit de conduire de Monsieur ... fut levé et le permis de conduire fut à nouveau doté de 12 points dès lors que l'intéressé avait participé le 18 février 2011 à la formation complémentaire prévue au « *paragraphe 4ter de l'article 2bis* » de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, ci-après désignée par « *la loi du 14 février 1955* ».

Monsieur ... fut encore condamné à deux reprises par le tribunal de police de Luxembourg pour inobservation de l'obligation d'exposer visiblement le ticket de stationnement, le ticket de parcage ou le disque de stationnement réglementaire derrière le pare-brise du véhicule et d'en assurer la visibilité de l'extérieur à cinq reprises entre le 9 juillet 2007 et le 20 juillet 2007 et pour stationnement sur un emplacement réservé à la livraison, inobservation du signal routier « *stationnement interdit* » et défaut de payer la taxe de stationnement ou de parcage entre le 29 novembre 2007 et le 10 mars 2008.

Par ailleurs, Monsieur ... fut verbalisé le 4 octobre 2010 par la police grand-ducale pour vitesse excessive, à savoir 123km/h au lieu de 90km/h. A cette occasion, il montra un permis de conduire français en cours de validité aux agents de police.

Cependant, il fut constaté par la suite qu'il n'avait pas le droit de conduire suite à la suspension de son permis de conduire du 16 septembre 2009. Un procès-verbal fut dressé à son encontre le 25 octobre 2010 pour conduite sans permis de conduire valable, malgré une interdiction de conduire et pour comportement susceptible de constituer une gêne ou un danger pour la circulation ou de causer un dommage. Lors de son audition, Monsieur ... déclara qu'après le retrait du permis de conduire luxembourgeois, il se serait rendu en France pour déclarer la perte de son permis de conduire français afin de se procurer ainsi un nouveau permis de conduire français.

Le 28 mars 2011, Monsieur ... introduisit au Luxembourg une demande d'obtention d'un permis de conduire de la catégorie A.

Le 21 juin 2011, le Procureur Général d'Etat émit un avis défavorable quant à la demande de Monsieur ....

Le 5 octobre 2011, Monsieur ... fut entendu par la commission spéciale des permis de conduire qui émit son avis le 10 octobre 2011. La commission, après avoir retenu que les faits reprochés à l'intéressé permettaient d'admettre qu'il est dépourvu du sens des responsabilités requis, dans l'intérêt de la sécurité routière, pour la conduite d'un véhicule, proposa de ne pas l'admettre à l'apprentissage du permis de conduire de la catégorie A et de limiter la validité du permis de conduire de la catégorie B aux seuls trajets domicile-lieu de travail et retour ainsi qu'aux trajets effectués dans le cadre de sa profession.

Par arrêté du 28 octobre 2011, le ministre, sur le fondement de l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, sous 3), de la loi du 14 février 1955, rejeta la demande en obtention d'un permis de conduire de la catégorie A présentée par Monsieur ... et décida que « *le permis de conduire des catégories A sous 1), 2), 3), B et F délivré à l'intéressé portera la restriction suivante : « Uniquement valable pour les seuls trajets domicile-lieu de travail et retour ainsi que les trajets effectués dans le cadre de sa profession* », au motif que Monsieur ... avait, à plusieurs reprises, enfreint les règles de la circulation routière, de sorte qu'il est dépourvu du sens des responsabilités requis, dans l'intérêt de la sécurité routière, pour la conduite d'un véhicule.

Contre cet arrêté, Monsieur ... introduisit le 6 décembre 2011 un recours en annulation devant le tribunal administratif dont il fut débouté par un jugement du 10 juillet 2012.

Pour arriver à cette conclusion, le tribunal rejeta tout d'abord le moyen basé sur une prétendue double peine pour le même fait, fondé en substance sur l'article 4 du Protocole n° 7 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Il retint que le fait de sanctionner pénalement un comportement et la restriction administrative du permis de conduire punissent en réalité deux comportements différents, en ce que le premier sanctionne un comportement unique, tandis que le second traite, non seulement d'un point de vue répressif, mais également dans le but de protéger les autres usagers de la route, un comportement habituel, se

caractérisant par une accumulation, pendant un certain délai, d'infractions au code de la route dont la fréquence dénote dans son ensemble une inaptitude du conducteur de circuler sur les voies publiques sans constituer pour lui-même et les autres usagers de la route un danger. Le tribunal en conclut que l'arrêté ministériel attaqué ne viole pas le principe *non bis in idem*.

Les premiers juges rejetèrent également le moyen tiré du caractère disproportionné de la décision litigieuse. Après avoir relevé que Monsieur ... avait, à plusieurs reprises, fait preuve d'une conduite irresponsable, et plus précisément d'avoir commis un délit de vitesse dangereuse ainsi qu'un délit de fuite le 28 juillet 2007, une inobservation de la limite de vitesse le 4 octobre 2003, un excès de vitesse le 4 octobre 2010, et de s'être procuré à l'aide de manœuvres déloyales, malgré l'interdiction de conduire prononcée par arrêt du 13 juillet 2009 de la Cour d'appel, un permis de conduire français, ils conclurent que le ministre n'avait pas violé le principe de proportionnalité, dès lors que l'intéressé avait, d'un côté, enfreint à plusieurs reprises les règles de la circulation routière, et, d'un autre côté, était dépourvu du sens des responsabilités requis, dans l'intérêt de la sécurité routière, pour la conduite d'un véhicule.

Le tribunal releva encore que le fait que le ministre avait, par arrêté du 22 février 2011, levé son arrêté du 16 septembre 2009 portant suspension du droit de conduire de Monsieur ..., dans la mesure où la suspension du droit de conduire est un automatisme prévu par la loi au cas où le capital de points dont est doté le permis de conduire est de zéro et, *a fortiori*, une fois que l'intéressé a accompli la formation complémentaire prévue à l'article 2bis, paragraphe 4, de la loi du 14 février 1955 et que le capital de points dont est doté son permis de conduire est à nouveau de 12 points, la suspension du droit de conduire est, parallèlement, levée. Il en conclut que Monsieur ... n'était pas fondé à soutenir que le ministre, sur base du même dossier, avait pris des décisions contradictoires, étant donné que l'arrêté du 22 février 2011 n'est qu'une conséquence légale de l'accomplissement par l'intéressé de la formation complémentaire, tandis que l'arrêté attaqué a été pris par le ministre dans le cadre du pouvoir d'appréciation lui conféré par l'article 2 de la loi du 14 février 1955.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 25 juillet 2012, Monsieur ... a relevé appel du jugement du 10 juillet 2012 du tribunal administratif.

Le délégué du gouvernement conteste l'existence d'un intérêt à agir suffisant dans le chef de l'appelant, en faisant valoir que ce dernier aurait encore été condamné le 17 février 2012 par le tribunal correctionnel de Luxembourg à une interdiction de conduire pour une durée de 10 mois, excepté le trajet le plus court menant du domicile au lieu de travail et le retour, ainsi que les trajets effectués dans l'intérêt prouvé de son employeur, cette condamnation entraînant également la déchéance du sursis de 9 mois sans exception prononcé le 13 juillet 2009 ainsi que la réduction de 4 points de son permis de conduire.

L'appelant a cependant été débouté de son recours en première instance, de sorte qu'il a intérêt à interjeter appel. Ce constat n'est pas éterné par le fait que l'appelant a

encore été condamné le 17 février 2012 par le tribunal correctionnel de Diekirch (et non le tribunal correctionnel de Luxembourg, tel qu'erronément indiqué par le délégué du gouvernement) à une interdiction de conduire un véhicule automoteur des catégories A, B, C, D, E et F pour une durée de 10 mois excepté les trajets domicile-lieu de travail et retour et ceux effectués dans l'intérêt prouvé de son employeur, laquelle a pris cours le 5 juin 2012 pour se terminer le 31 mars 2013 et qu'une interdiction de conduire ferme pour une durée de 9 mois du fait de la déchéance du sursis prononcé le 13 juillet 2009 prendra cours à partir du 1<sup>er</sup> avril 2013 jusqu'au 26 décembre 2013, étant donné que l'acte attaqué a un objet différent de l'interdiction de conduire judiciaire et que sa validité n'est pas limitée dans le temps. Il s'ensuit que l'appelant a un intérêt suffisant à interjeter appel.

Le moyen d'irrecevabilité de l'appel soulevé par le délégué du gouvernement est partant à rejeter comme non fondé.

Quant au fond, l'appelant estime que le tribunal aurait retenu à tort qu'il serait dépourvu du sens des responsabilités requis pour la conduite d'un véhicule. Il fait valoir dans ce contexte que l'ensemble des infractions qu'il avait commises aurait été sanctionné de manière adéquate par le juge pénal qui aurait toujours fait preuve de clémence à son égard en assortissant les retraits de permis prononcés d'un sursis ou de l'exception pour les trajets professionnels, de sorte que l'interdiction de conduire sous analyse constituerait une sanction supplémentaire laissant le justiciable dans l'incompréhension.

C'est à bon droit et pour des motifs que la Cour partage que les premiers juges ont rejeté le moyen fondé en substance sur une violation du principe du non-cumul des peines. En effet, les premiers juges ne sont pas critiquables en ce qu'ils ont relevé que la finalité primordiale d'une suspension du droit de conduire est de protéger pour le futur la sécurité des usagers de la route contre des personnes présentant un danger potentiel à leur égard et non pas de sanctionner les personnes pour des faits passés. La Cour ne saurait ainsi suivre le raisonnement de l'appelant basé sur une prétendue sanction supplémentaire illégale, étant donné que ce raisonnement procède d'une prémisse erronée en ce qu'une restriction du permis de conduire constituerait une sanction d'un comportement répréhensible, alors que la vocation principale de pareille mesure est d'assurer la protection des usagers de la route.

L'appelant réitère ensuite son moyen de première instance tiré du caractère arbitraire de la décision attaquée en ce que celle-ci aurait été prise sur la base d'infractions commises antérieurement à l'arrêt précité du 22 février 2011 par lequel le ministre lui a restitué le droit de conduire. Il s'étonne ainsi que le ministre ait par la suite décidé, sur la base d'un dossier identique, de lui retirer partiellement le droit de conduire, tout en soulignant que la décision du ministre n'aurait été déclenchée qu'à la suite de sa demande d'obtention du permis de conduire de la catégorie A.

C'est cependant encore à bon droit que les premiers juges ont rejeté ce moyen comme non fondé. En effet, par l'arrêt du 22 février 2011, le ministre n'a fait que lever la suspension du droit de conduire de l'appelant, prononcée par arrêt du 16 septembre

2009, du fait de l'échéance de la durée de suspension du droit de conduire et de l'accomplissement par l'intéressé de la formation complémentaire prévue au paragraphe 4 de l'article 2*bis* de la loi du 14 février 1955. Le tribunal a ainsi valablement pu retenir que la décision attaquée ne constitue pas une décision arbitraire, sinon contradictoire, étant donné que l'arrêté du 22 février 2011 n'est que la conséquence légale de l'arrivée du terme de la suspension et de l'accomplissement par l'appelant de la formation complémentaire, tandis que l'arrêté litigieux du 28 octobre 2011 a été pris, sur demande de Monsieur ..., par le ministre dans le cadre de son pouvoir d'appréciation lui conféré par l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi du 14 février 1955 qui dispose que le ministre peut, dans les cas limitativement énumérés dans ce paragraphe, refuser l'octroi des permis de conduire civils, restreindre leur emploi ou leur validité, les suspendre ou les retirer, refuser leur restitution, leur renouvellement ou leur transcription et même refuser l'admission aux épreuves. Il convient encore d'ajouter que l'article 2*bis*, paragraphe 3, alinéa 4, de la loi du 14 février 1955 prévoit expressément que la restitution du droit de conduire, à l'échéance des durées de suspension, s'effectue sans préjudice du droit du ministre compétent de prendre à l'encontre du titulaire du permis de conduire une des mesures prévues au paragraphe 1<sup>er</sup> de son article 2.

Enfin, l'appelant soulève à nouveau le moyen déjà présenté en première instance tiré de ce que la décision attaquée serait disproportionnée, en faisant valoir qu'il a déjà été sanctionné au pénal pour les mêmes infractions, qu'il a également subi un retrait administratif d'une année, qu'il a passé avec succès le stage de conduite à Colmar-Berg, qu'il a récupéré l'ensemble de ses points et que la décision litigieuse n'est pas limitée dans le temps.

La Cour se doit cependant, à l'instar du tribunal, de constater que l'appelant a, à plusieurs reprises, fait preuve d'une conduite irresponsable, en l'occurrence d'avoir commis un délit de vitesse dangereuse et un délit de fuite le 28 juillet 2007, une inobservation de la limite de vitesse le 4 octobre 2003, un excès de vitesse le 4 octobre 2010, et de s'être procuré à l'aide de fausses déclarations, malgré l'interdiction de conduire prononcée par arrêt du 13 juillet 2009 de la Cour d'appel, un permis de conduire français, de sorte que la décision litigieuse ne revêt pas un caractère disproportionné. Quant à l'absence de limitation dans le temps de la décision incriminée, c'est encore à juste titre que le tribunal a retenu qu'aucune disposition légale ou réglementaire ne s'oppose à ce que le ministre prononce une restriction du permis de conduire pour une durée indéterminée.

L'appel n'étant fondé en aucun de ses moyens, l'appelant est à en débouter et le premier jugement à confirmer.

#### **Par ces motifs,**

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

reçoit l'appel en la forme ;

au fond, le déclare non justifié ;

partant en déboute ;

condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par:

Francis DELAPORTE, vice-président,  
Lynn SPIELMANN, conseiller,  
Martine GILLARDIN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s.MAY

s.DELAPORTE

**Reproduction certifiée conforme à l'original.**

Luxembourg, le 22 novembre 2016

Le greffier en chef de la Cour administrative